

L'Union européenne dans la géopolitique de la transition

Compte-rendu rédigé par François Citton

Cette table-ronde du 29 mars 2022 inaugure une série de Mardis du Grand Continent consacrés aux publications du volume papier du *Grand Continent*, *Politiques de l'interrègne* (Gallimard 2022), pour se pencher sur l'article de Laurence Tubiana intitulé "[Le Green Deal est le nouveau contrat européen](#)" (p. 143-156).

Les questions soulevées par l'article recourent l'actualité immédiate, celle de la superposition entre rivalité géopolitique entre grandes puissances et questions liées à la transition écologique. Se dirige-t-on vers une guerre verte ? La transition écologique sera-t-elle au service des puissances ? L'Union européenne doit-elle accélérer sa transition, et si oui comment ? Quelles conséquences sur les sociétés européennes ?

Pour en discuter, nous avons le plaisir de recevoir :

- **Laurent Fabius**, Président du Conseil constitutionnel français, ancien Président de la COP21, ancien Premier ministre, ancien Président de l'Assemblée nationale, ancien ministre des Affaires étrangères et du développement international ;
- **Laurence Tubiana**, Directrice de la European Climate Foundation, ancienne représentante spéciale du gouvernement français pour la COP21.

La discussion est modérée par **Mathéo Malik**, rédacteur en chef du *Grand Continent*, et co-auteur de l'avant-propos de *Politiques de l'interrègne*.

Trois questions constituent le fil conducteur de la table ronde :

- Dans quelle mesure l'invasion de l'Ukraine modifie-t-elle nos cadres conceptuels ?
- Quelle position l'Union Européenne doit-elle adopter ?
- Comment se traduira la dimension sociale de cette crise ?

Mathéo Malik souligne que la guerre aurait pu être une bonne nouvelle, car elle nous invite à prendre conscience de la nécessité d'acquiescer une souveraineté énergétique. Cependant, accélérer la transition sur un fondement multilatéral semble désormais compromis. La lutte pour la transition climatique nous fait-elle basculer du côté de la rivalité entre puissances ? La géopolitique du climat met-elle en danger une transition multilatérale et universelle ?

Laurence Tubiana commence par souligner que l'invasion russe de l'Ukraine remet au premier plan de la politique la question du pouvoir et des rivalités géopolitiques, questions que l'on avait oubliées durant la période de multilatéralisme de 2010 à 2015. Depuis cette date, on avait commencé à revenir en arrière, sous les effets notamment de la présidence de Trump ou de l'évolution du régime chinois vers une puissance globale. Ce contexte précède donc la

guerre en Ukraine. Il est peut-être l'occasion pour Vladimir Poutine de s'affirmer dans le conflit entre les États-Unis et la Chine, d'occuper une place qui n'était pas très grande, et il sera intéressant de voir que le Pacte vert a connu beaucoup de crises.

Pour **Laurence Tubiana**, cela montre que la transition écologique est avant tout l'affaire d'un long chemin de crises, une histoire qui ne se fait pas facilement compte tenu des enjeux considérables qui y sont liés. Les dernières années, même s'il ne faut pas se faire d'illusions, ont été réconfortantes, dans la mesure où malgré la crise du Covid et la crise ukrainienne, le Pacte vert a été réaffirmé, alors même que certains prônaient sa suppression. De même, ces crises ont permis de montrer la nécessité de l'Europe, alors que certains en doutaient. Même des pays sceptiques comme la Pologne ou la Bulgarie ont fait évoluer leurs positions et le pacte vert en trouve une nouvelle coloration. Ceci posé, l'invasion russe nous fait nous reposer sur le gaz américain et le charbon européen, ce qui met en péril les objectifs climatiques ambitieux fixés pour 2030. Le retour sur le devant de la scène des puissances mondiales et des questions de souveraineté donne un argument en faveur de la transition, mais elle se fera dans les crises.

Mathéo Malik se tourne vers **Laurent Fabius**, en faisant remarquer qu'il était ministre des Affaires étrangères en 2014 durant l'invasion de la Crimée, et que nous nous retrouvons à nouveau dans une situation qui implique d'articuler négociations climatiques et géopolitiques.

Laurent Fabius développe sa réponse en deux temps. En premier lieu, il souligne que l'on peut imaginer, à partir de cette invasion, au moins deux scénarios concernant la lutte contre le réchauffement climatique.

- Le scénario positif, dans lequel de nombreux pays ont compris qu'il faut aller vers une moindre utilisation des énergies fossiles et qu'il faut progresser vers l'indépendance. Cela ne se limite pas à l'énergie, mais vaut aussi bien pour l'agriculture, les biens rares... Les énergies renouvelables, le nucléaire, mais aussi la sobriété énergétique, en seraient valorisées par rapport à la "coalition des fossiles". Peut-être est-ce la fin d'une mondialisation et le début d'une autre, où - et c'est la thèse de Laurence Tubiana dans "Le pacte vert est le nouveau contrat social" (p. 143-156 de *Politiques de l'interrègne*) - l'Union européenne aurait une plus grande place. Cela signifie peut-être l'émergence d'un nouveau multilatéralisme, moins naïf que par le passé, mais cela signifie aussi que, sur le plan politique, il pourrait y avoir une alliance entre ceux qui soutiennent l'écologie et ceux qui soutiennent un certain patriotisme.
- Le scénario négatif est tout à fait différent : dans celui-ci, les opinions publiques constatent que la crise actuelle montre plus que jamais la nécessité des énergies fossiles - et d'ailleurs les premières réactions de certains pays ont été d'ouvrir à nouveau leurs centrales à charbon face aux risques de pénurie. Dès lors, une nouvelle géopolitique se dessine, où l'Occident se rapproche du Venezuela, de la Chine et des pétro-monarchies au rôle grandissant. Il y aurait alors une coupure du monde en deux, avec d'une part l'OTAN, assimilée à l'Occident, et d'autre part la Russie et/ou la Chine. Parallèlement à cette division, on assisterait à une hausse des dépenses d'armement

et à une réaction inquiète des populations face à l'inflation. Le rôle de la politique est, selon lui, d'intervenir de manière à faire advenir le premier scénario.

En second lieu, **Laurent Fabius** est frappé par le fait que M. Poutine ne se comporte pas simplement en ennemi de l'Ukraine, mais souvent en adversaire du climat : il est intéressant, pour lui, de faire le bilan de ce que la Russie a fait et n'a pas fait en matière de lutte contre le réchauffement climatique, par exemple en ce qui concerne l'Arctique ou le permafrost. Il faut également rappeler que la Russie est le cinquième émetteur mondial de CO2 et que son dirigeant conteste l'origine humaine du réchauffement. Même si la Russie passe souvent sous le radar, en termes réels, ce qu'elle fait au climat n'est pas anodin et peut être grave à court, à moyen et à long terme, pour l'humanité tout entière.

Mathéo Malik remarque que l'Europe semble être à la croisée de ces deux destinées possibles, et la guerre nous met de plus en plus dans l'urgence de faire atterrir le pacte vert européen dans la société. Il se tourne vers Laurence Tubiana pour lui demander de développer ce point, qui est l'un des éléments centraux de son article "Le pacte vert est le nouveau contrat social".

Laurence Tubiana souligne que la position de l'Europe est mouvante : d'une part, certains disent qu'il faut revenir à la normale, c'est-à-dire rétablir les approvisionnements en gaz. C'est le cas par exemple du gouvernement allemand, dont le raidissement pose question sur la capacité à mener une transition écologique européenne. Celui-ci envoie des signaux contradictoires : il régule fortement les émissions carbone sur les voitures et fait un effort sur les énergies renouvelables mais continue à développer l'utilisation du gaz. De plus, le système avec lequel il faut faire rupture est bien ancré : l'idée selon laquelle le gaz constitue une énergie peu chère pour la transition, ce qui était un pari allemand, ne tient plus. D'autre part, le grand sujet qu'est le financement de la transition semble être remis à l'ordre du jour, dans la mesure où de nombreux pays ont compris que la guerre est un choc politique et économique colossal duquel a émergé une demande de souveraineté. Cependant, le retour du nationalisme à travers le monde compromet les objectifs fixés à l'horizon 2030. Il faut que l'on arrive à tenir cette ligne où on a besoin de moins d'énergie. Cette ligne peut gagner si elle s'associe aux besoins de souveraineté des pays. Ce moment européen est difficile. Il y a un risque d'isolement de l'Union européenne et plus largement de l'Occident.

Mathéo Malik se tourne vers **Laurent Fabius** pour lui demander de réagir aux propos de **Laurence Tubiana** et de nous expliquer comment il serait possible de faire émerger le scénario positif qu'il évoquait précédemment.

Pour **Laurent Fabius**, il convient de regarder le vaste monde et de décentrer notre regard. Quand on interroge les spécialistes sur les perspectives géopolitiques mondiales, les réactions sur l'Europe sont souvent absentes ; elles concernent plutôt l'opposition entre la Chine et les États-Unis. L'Union européenne n'est fréquemment qu'un paragraphe à la fin de leurs analyses. En ce qui concerne l'Europe, on peut cependant émettre quelques hypothèses, en partant du principe que la coopération franco-allemande est nécessaire et sera respectée. **Laurent Fabius** souhaite citer quelques exemples des évolutions allemandes, qui augurent un possible avenir plus positif.

La première évolution concerne la défense. Jusqu'ici, les Allemands étaient réticents à tout engagement réel. Cela s'incarnait par la faiblesse de leur budget militaire et la petite taille de leur armée, de sorte que la France et le Royaume-Uni étaient les deux pays qui envoyaient le plus de soldats sur le terrain. Avec le Brexit, la France est désormais seule. Cela tenait aussi à l'hostilité du Bundestag quant à l'envoi d'une force armée à l'étranger. Le plan de M. Scholz d'investir 100 milliards d'euros pour moderniser l'armée allemande peut changer la donne.

Une deuxième évolution concerne la lutte contre le réchauffement climatique. L'exemple allemand a montré que celle-ci ne pouvait se mettre en place qu'accompagnée de politiques sociales redistributives, orientées clairement et spécifiquement vers les populations et les régions concernées. Cette "transition juste" ne reste plus à l'état de concept figurant parmi d'autres dans le texte de la COP21 : elle devient réalité. **Laurent Fabius** rappelle qu'il a d'ailleurs lancé l'idée selon laquelle les pays, quand ils publient leur *nationally determined contribution* à la COP, devraient également annoncer les mesures d'accompagnement social qu'ils mettent en œuvre en même temps.

Une troisième évolution allemande concerne l'initiative de la Commission européenne de lancer le CBAM¹. Il s'agit du principal outil européen accompagnant la fixation d'un prix pour le carbone. Si les manières de mettre en œuvre ce prix et le niveau auquel il faut le fixer sont des questions difficiles, son existence montre que l'Union européenne, si elle dispose d'une force propulsive, peut avancer.

Un dernier point important que **Laurent Fabius** souligne est qu'il n'y a pas de solidarité sans sacrifices. Si on veut faire preuve d'une solidarité réelle vis-à-vis des Ukrainiens, il faudra assumer que cela aura un coût pour notre pays ; donner le sentiment contraire est une illusion.

Mathéo Malik demande alors à **Laurence Tubiana** si l'écologie de guerre, à marche forcée, pourrait se traduire dans des politiques sociales, et si le CBAM est suffisant.

Laurence Tubiana insiste sur le fait que cette transition peut avoir des effets régressifs, et qu'elle a un coût économique. Cependant, compte tenu des prix actuels de l'énergie, et si l'on pense qu'ils vont rester élevés, il se pourrait que ce coût soit moindre. Le problème est que les politiques sociales qui devraient accompagner cette transition sont vécues très différemment, et qu'il y a eu des réactions diverses. Baisser le prix du carburant à la pompe, pour tous, n'est peut-être pas très efficace ; peut-être faudrait-il cibler les ménages les plus pauvres, ceux qui sont énergétiquement précaires. De manière générale, il semble clair à **Laurence Tubiana** que l'on ne pourra pas échapper à une réflexion sur les aspects redistributifs de cette transition, et que des régions entières vont être affectées - à la manière de la Lorraine avec l'effondrement de la sidérurgie - ce qui nécessitera de repenser nos politiques sociales. Il faut avoir de ces mesures une vision très différente de celle qui prévaut aujourd'hui : les mesures sociales doivent servir à préparer l'avenir et non à éteindre un incendie. De même, la question de savoir qui indemniser, les industriels ou les travailleurs,

¹ *Carbon Border Adjustment Mechanism*, mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

question illustrée par la bataille autour des *stranded assets*², est centrale. La philosophie de l'accord de Paris était de définir des objectifs, que les sociétés peuvent ensuite atteindre librement, à leur manière. Il convient alors de parler de ces manières de sorte à ce que les citoyens choisissent la transition qu'ils souhaitent.

Mathéo Malik propose à **Laurent Fabius** de conclure la discussion en lui demandant, eu égard aux éléments évoqués précédemment, comment faire progresser la transition.

Laurent Fabius souligne qu'il est nécessaire, pour accomplir cette transition, que l'objectif soit clair et complet. Pour cela, il faut procéder à une vraie concertation. Ensuite, une fois définis les mécanismes pour aboutir à ce résultat, et si ceux-ci passent par le levier financier, il faut que les sommes prélevées soient d'une manière claire et non ambiguë affectées à la transition écologique, car sinon les personnes taxées auront l'impression qu'il s'agit d'une excuse pour augmenter la fiscalité et pénaliser le pouvoir d'achat.

Cependant, quand on regarde en arrière les sept dernières années depuis l'Accord de Paris, même s'il y a eu des progrès, force est de constater que nous n'atteignons pas encore nos objectifs. Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU, déclarait la semaine dernière que « nous allions les yeux fermés vers la catastrophe ». Une telle déclaration rappelle la nécessité d'inclure tous les pays dans la transition.

Une fois fixés ces objectifs comment faire pour y arriver ? Pour **Laurent Fabius**, il faut arriver à répondre à la question "pourquoi l'inaction ?" afin de déjouer les innombrables pièges qui nous attendent. Il distingue plusieurs causes possibles de l'inaction : principalement le court-termisme et l'unilatéralisme mais aussi le technologisme³, le spontanéisme⁴, le catastrophisme, le perfectionnisme, et le confusionnisme⁵. Autant d'éléments qui nous détournent de l'objectif. Dans les sociétés démocratiques, les citoyens disposent d'une arme utile pour lutter contre ces éléments : le bulletin de vote. Dans les sociétés non démocratiques, cette arme évidemment est moins efficace ; ce sont pourtant, en valeur absolue, les principales émettrices de CO2. La question est alors de savoir, une fois définis ces objectifs, comment on peut mettre en mouvement les sociétés et les gouvernements pour avancer au rythme nécessaire. De la même manière que le système diplomatique mondial n'a pas réussi à éviter la guerre, ce qui nous pousse à tirer des conclusions à son égard, il faut réfléchir sur les raisons pour lesquelles les objectifs climatiques pourraient ne pas être atteints et proposer des solutions concrètes contre l'inaction.

² Actifs bloqués. Capital rendu prématurément obsolète par la transition énergétique. Exemple : forêts servant à miner le charbon.

³ Idée selon laquelle on va nécessairement accomplir des progrès technologiques qui nous sauveront. Il convient bien sûr de les espérer, mais de ne pas croire aux miracles, p. ex. en ce qui concerne les mécanismes de capture du CO2.

⁴ Idée selon laquelle, puisque l'humanité s'en est toujours sortie, elle va s'en sortir spontanément à nouveau.

⁵ Démarche de greenwashing qui consiste à faire passer des vessies (fossiles) pour des lanternes (renouvelables).